MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-815** **02/11/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 11

Objet : Appel à candidature : 11 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire :

- 1 poste de chef.fe de mission antibiorésistance
Date limite de candidature : 18/11/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste d'expert « achat/marchés des denrées » pour le FEAD
Date limite de candidature : 25/11/2022

- 1 poste de chargé.e de mission études juridiques et affaires contentieuses
Date limite de candidature : 25/11/2022

- 1 poste de gestionnaire administrative et technique
Date limite de candidature : 18/11/2022

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 02/12/2022

Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture :

- 1 poste d'adjoint.e à la secrétaire générale
Date limite de candidature : 03/12/2022

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de délégué.e territorial.e
Date limite de candidature : 01/12/2022

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chargé de mission
Date limite de candidature : 02/12/2022

- 1 poste de chef.fe de service
Date limite de candidature : 18/11/2022

- 1 poste de correspondant informatique régional
Date limite de candidature : 18/11/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 02/12/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute un Chef de mission antibiorésistance (H/F)

Poste basé à Fougères (35)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité de l'environnement, de l'alimentation et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Date de prise de fonctions :
A partir du 01/01/2023

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Vos missions

Au sein de l'Anses, rattaché(e) à la direction de l'Agence Nationale du médicament Vétérinaire (ANMV), vous dirigerez la mission antibiorésistance de l'agence nationale du médicament vétérinaire.
Vous définirez les orientations stratégiques de l'ANMV en matière d'antibiorésistance en lien avec le directeur scientifique antibiorésistance de l'Anses.

Vous contribuerez au rayonnement scientifique de l'agence à l'Europe et à l'international.

Votre équipe

L'ANMV est l'autorité compétente en matière d'évaluation et de gestion du risque pour le médicament vétérinaire en France. Elle délivre les décisions relatives au médicament vétérinaire, notamment les autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, assure la surveillance des effets indésirables des médicaments vétérinaires ainsi que la gestion des établissements pharmaceutiques concernés et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires. Elle intervient en tant que de besoin en liaison avec l'agence nationale de sécurité des médicaments et produits de santé (ANSM) et l'agence européenne du médicament (EMA).
Elle est centre collaborateur de l'organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

La Mission antibiorésistance, composée de 3 scientifiques et du chef de mission, est chargée notamment :

- d'assurer la collecte des données de ventes des antimicrobiens en médecine vétérinaire,
- d'analyser les données recueillies et d'évaluer l'usage des antimicrobiens chez les différentes espèces animales,
- de participer à l'évaluation du risque d'émergence de phénomènes d'antibiorésistance dans les dossiers de demandes relatives à la mise sur le marché des médicaments vétérinaires,
- de contribuer aux travaux nationaux, européens et internationaux dans le domaine de l'antibiorésistance,
- de participer aux activités de l'OMSA en matière d'antibiorésistance en tant que centre collaborateur.

Votre quotidien

- Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de l'ANMV en antibiorésistance ;
- Encadrer et accompagner l'équipe des 3 scientifiques de la mission ;
- Piloter l'expertise des données scientifiques des données de vente et usage des antimicrobiens et participer à l'évaluation des risques d'émergence de résistance aux antimicrobiens dans les dossiers d'autorisation de mise sur le marché des médicaments vétérinaires ;
- Arbitrer sur les positions de l'ANMV en matière d'antibiorésistance et décider des opportunités de communication ;
- Apporter conseil et expertise à la Direction de l'ANMV et assurer une veille dans son périmètre d'intervention ;
- Représenter l'ANMV et l'Anses dans les groupes de travail scientifiques en France, en Europe et à l'international (EMA, OMSA…) ;
- Contribuer au rayonnement et à l'influence de l'ANMV dans le cadre de sa stratégie en Europe et à l'international dans le domaine de l'antibiorésistance.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Fougères (35)

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Bac + 5 minimum bactériologie, épidémiologie, doctorat (vétérinaire, pharmacie, bactériologie…).
- Expérience en antibiorésistance exigée.
- Expérience réussie en management d'équipe d'au moins 5 ans.
- Expérience en négociation et représentation européenne et internationale.
- Connaissances de l'environnement national, européen et international dans le secteur du médicament ou de la santé animale.
- Curiosité scientifique et ouverture d'esprit

Compétences :

- Aptitude à prendre des décisions ;
- Conduite et de gestion de projets ;
- Management d'équipe ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Esprit critique, facultés d'analyse, de synthèse, de pédagogie et de projection dans une vision stratégique ;
- Aptitude organisationnelle ; rigueur et dynamisme ;
- Maîtrise de l'anglais oral et écrit indispensable (pilotage de groupes de travail).

Pour postuler :

Contact opérationnel : Paule Carnat-Gautier, directrice adjointe de l'ANMV (02 99 94 78 53 – paule.carnat-gautier@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 18 novembre 2022** lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-200** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Expert « Achat/Marchés de denrées » pour le FEAD

Secrétariat Général / Service des Affaires Financières / Unité Achats – Marchés

N° appel à candidature : 20281	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) (Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). Dans ce cadre l'Etablissement, achète et met à disposition des associations caritatives des denrées alimentaires. L'établissement est soumis au code de la commande publique

Objectifs du poste

Afin d'améliorer les achats de denrées effectués par FAM au titre du FEAD, un poste est créé pour un spécialiste de l'achat de denrées afin d'améliorer le sourcing et la technique d'achat de l'établissement dans le cadre de la préparation des appels d'offres.

Il s'agit d'une création de poste dont le champ peut s'élargir à d'autres achats.

Missions et activités principales :

- être en appui du service prescripteur dans la définition des produits sélectionnés,
- réaliser le sourcing pour l'achat des denrées alimentaires pour le FEAD (de l'ordre d'une trentaine), voire d'autres achats de l'établissement;
- rédiger les marchés publics, en particulier les fiches techniques « produits » ;
- assurer le suivi de la procédure des appels d'offres dans toutes ses composantes ;
- préparer la commission d'appel d'offre
- suivre les éventuels contentieux liés à la passation des marchés de denrées

Relations fonctionnelles du poste

- Les différents services de FranceAgriMer en particulier ceux travaillant sur le FEAD (Direction des interventions, service financier, service juridique, DCSF)
- La DGCS

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maitrise des techniques d'achat de denrées alimentaires
- Maitrise de la technique d'achat par marché publics
- Compétences juridiques
- Connaissance des IAA

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Aptitude à la négociation

Savoir être :

- Disponibilité,
- excellent relationnel
- Capacité d'anticipation et de synthèse
- Flexibilité, adaptabilité,
- Rigueur,
- Autonomie

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste
Expérience acquise dans secteur public fortement souhaitée

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe
Tél : 01.73.30.20.44 - veronique.borzeix@franceagrimer.fr

Alexandre, Censoni ; chef de service affaires financières
courriel : alexandre.censoni@franceagrimer.fr Tel 01 73 30 22 28

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Tél. : 01 73 30 22 35
Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 25/11/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20394	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Etablissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
– Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
– Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

– Techniques d'expression écrites et orales
– Rigueur, méthode, organisation
– Esprit d'analyse et de synthèse,
– Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 25/11/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Délégation Nationale de Volx

N° appel à candidature : 20416	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des SA**
Poste vacant - Prise de fonction au 01/11/2022	**Localisation : VOLX** (04)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, la délégation nationale de Volx, qui comprend 12 agents, assure les missions de l'Etablissement couvrant les secteurs de l'oléiculture, de la riziculture ainsi que des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Ces missions concernent, pour ces filières, à la fois le suivi de la conjoncture et l'analyse les marchés et de la concurrence, ou toute autre problématique économique spécifique, que la gestion des interventions et l'animation, en liaison avec le délégué filières. Elles impliquent également le pilotage et la gestion et la valorisation des dispositifs de collecte de données, notamment via l'outil Visolive en matière oléicole.

Objectifs du poste

Recueillir et traiter les données économiques de la filière oléicole, en particulier via l'outil Visiolive, afin de participer à la réalisation des publications de la délégation liées à la filière oléicole ;
Assurer une entraide en matière de gestion des aides.

Missions et activités principales :

- Collecte des données oléicoles auprès des opérateurs (mouliniers et conditionneurs) ;
- Suivi, participation aux évolutions et mise en œuvre des procédures de télé déclaration « Visiolive » ;
- Actualisation et maintien des bases d'indicateurs économiques ;
- Participation aux travaux de la délégation en support aux publications oléicoles ;
- Mise en forme et diffusion des travaux de l'unité ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Participation à la gestion des aides dans la filière oléicole, et en tant que de besoin dans la filière PPAM

Relations fonctionnelles du poste

Internes : DMEP
Externes : Professionnels des filières concernées, plus particulièrement opérateurs oléicoles

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
• Intérêt pour l'économie du secteur oléicole • Intérêt pour le traitement de données • Outils de télé-déclaration	• Outils bureautiques (Excel, Word, Powerpoint) • Mise en forme de documents destinés à la publication et mise en ligne de ces documents

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste. Formation possible aux outils utilisés.

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gisèle GUICHETEAU, responsable de la délégation nationale de Volx, AEF-OFPM – gisele.guicheteau@franceagrimer.fr – Tél. : 04 92 73 34 31 ou
Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 18/11/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET NOUVELLE-AQUITAINE

SERVICE FranceAgriMer

Gestionnaire Instruction-Liquidation
des dossiers de mesures communautaires de l'OCM Vitivinicole

N° appel à candidature : 20472	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 7 – Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** Bordeaux 33 rue Edmond Michelet - 33000 BORDEAUX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF.

Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges.

Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein du service FranceAgriMer, les unités « Production viticole et cultures spécialisées » et « Transformation et commercialisation des vins» assurent notamment la gestion de dispositifs communautaires visant les acteurs professionnels de la filière vitivinicole.

L'activité liée à la gestion de l'aide communautaire « Restructuration du vignoble » et « Investissements » de l'OCM Vin est majeure tant en charge de travail qu'en enjeu pour la filière sur la région Nouvelle-Aquitaine.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique d'un chef d'unité et au sein d'une équipe, l'agent est chargé(e) de contrôler administrativement, d'instruire, de préparer au contrôle et de liquider des dossiers de demande d'aide.

Missions et activités principales :

- Instruire et contrôler administrativement les dossiers de mesures communautaires de l'organisation commune de marché du secteur vitivinicole (OCM vin) dans le respect de la procédure et du guide de contrôle aux différentes étapes (instruction initiale, préparation au contrôle, liquidation) ;
- Vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers ;
- Enregistrer et saisir les demandes dans les systèmes d'information ;
- Assurer le suivi des demandes de pièces complémentaires ;
- Renseigner des tableaux de bords ;
- Fournir les informations réglementaires aux demandeurs, les accueillir ponctuellement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Bénéficiaires du dispositif d'aide notamment les professionnels et entreprises de la filière ;
- Collègues du service et du siège de FranceAgriMer ;
- Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- FranceAgriMer, son organisation et ses missions ;
- réglementation vitivinicole et procédures du domaine concerné ;
- filière vitivinicole et environnement professionnel ;
- logiciels bureautiques et applicatifs métiers ;
- base en comptabilité ;
- contexte d'organisme payeur (aides FEAGA).

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les techniques de communication orale et écrite ;
- respecter les procédures ;
- travailler en équipe ;
- être rigoureux ;
- sens de l'analyse, de l'organisation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires

Minimum baccalauréat validé si candidat contractuel

Contraintes du poste :

Respect du calendrier FEAGA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Valérie LAPLACE - Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
valerie.laplace@franceagrimer.fr
Tél : 05 35 31 40 20

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un accompagnement à l'occasion de votre prise de poste qui comportera notamment un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 02/12/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Institut National de Formation des personnels du Ministère de l'Agriculture

16, rue du Vercors 69960 CORBAS

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de code général de la fonction publique (articles L.332-7 et/ou L332-2)

Adjoint.e à la secrétaire générale

N° de publication : **Référence du poste :** **Catégorie : A Attaché d'administration de l'Etat**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	**Groupes RIFSEEP : AAE** / groupe de fonction : 4	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'INFOMA est un établissement public administratif créé par le décret n° 97-270 du 19 mars 1997. Son siège est localisé à Corbas (69), avec une antenne à Nancy (54). L'INFOMA est certifié ISO 9001 pour ces deux activités principales : - la formation initiale des agents du corps des TSMA (200 stagiaires/an) - la formation continue : mise en œuvre du plan national de formation continue du Ministère. Effectif de l'Infoma : 48 agents dont 40 affectés à Corbas et 8 à Nancy	
Objectifs du poste	**Au sein du service des affaires générales :** - assurer le pilotage et la mise en œuvre de la politique d'achat au sein de l'entité - participer à l'identification et là a prévention des risques budgétaires dans le cadre du contrôle interne financier - participer à la mise en œuvre opérationnelle des ressources humaines de la structure - assurer la suppléance de la secrétaire générale en cas d'absence.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Piloter et mettre en œuvre la politique d'achat :** Elaborer les stratégies d'achats avec les cheffes de services, définir les justes besoins en intégrant l'objectif de réduction de l'empreinte environnementale de notre activité Rédiger les éléments du dossier de consultation Analyser, négocier et sélectionner les offres Suivre l'exécution des contrats, mesurer la performance achat **Participer au contrôle interne financier** : analyser des actes de gestion, identifier et mettre à jour des risques, élaborer et suivre le plan d'actions, préparer et présenter les documents au conseil d'administration. **Participer à la mise en œuvre opérationnelle des ressources humaines** Suivre les outils de pilotage relatifs à l'ensemble des champs de gestion des ressources humaines : Sirh, logiciel de gestion du temps de travail… Piloter les outils et la réalisation du rapport social unique.	
Champ relationnel du poste	Sous l'autorité directe de la secrétaire générale, contribuer à assurer la continuité et la stabilité du fonctionnement du service des affaires générales, Nombreux contacts avec les personnels (cheffes de service, responsable de la cellule comptable...), les prestataires et entreprises, les services du contrôle budgétaire régional (CBR), les services de la direction des achats… Déplacements possibles.	
Compétences liées au poste niveau 1 : initié 2 : pratique 3 : maîtrisé 4 : expert	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Droit de la commande publique 3// de la comptabilité publique 2// Conduite et gestion de projet 2// Environnement professionnel du domaine d'activité 3// Expérience sur les outils informatiques et plateformes de dématérialisation des procédures d'achat 3// Statut général de la fonction publique 2//	Sens de l'analyse Esprit de synthèse Curiosité intellectuelle Sens des relations humaines Rigueur, discrétion et déontologie
Personne à contacter	Anne RIZAND, Directrice – Tél : 04 72 28 93 00 anne.rizand@agriculture.gouv.fr Valérie DALIN, secrétaire générale – Tél : 04 72 28 93 04 valerie.dalin@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Val de Loire
16 rue du Clon, 49100 Angers

Délégué(e) territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A+ ou A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Cotation RIFSEEP : 1
Part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste basé à Angers
Poste vacant à compter du 1er janvier 2023
Date limite de candidature : 1er décembre 2022</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.

La délégation territoriale Val de Loire intervient sur environ 240 SIQO reconnus au sein de la filière viticole (assise viticole de la DT avec 4 bassins importants de production : le Nantais, l'Anjou, la Touraine et le Centre) et au sein des filières agro-alimentaires représentant un pôle d'intervention équivalent (filières avicole, plantes ornementales, bovine, porcine, fromages de chèvre et produits transformés) localisés dans les régions Pays de Loire et Centre Val de Loire, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ces territoires. La délégation territoriale est composée de 2 sites, Angers et Tours ainsi qu'une antenne à Nantes.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Assurer les missions de l'INAO sur le territoire de la délégation territoriale, gérer la délégation territoriale et assurer l'animation et l'encadrement d'une vingtaine d'agents.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Le délégué territorial, représentant de la Direction, est le porte-parole de la politique générale de l'Institut. Il met en œuvre localement les décisions des instances et de la Direction. Il est à ce titre l'interlocuteur des représentants des collectivités locales et des différents services locaux de l'Etat.
Sous l'autorité de la direction, il gère la délégation territoriale. Il est responsable notamment :
- du fonctionnement et de l'accomplissement des missions de l'INAO au sein de la délégation territoriale dont il a la charge ;
- de l'avancement des projets des cahiers des charges et de leur évolution.
- de l'organisation du travail des agents de la délégation territoriale.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>- Rattaché à la Direction
- Encadrement hiérarchique des agents de la délégation territoriale
- Relations avec la Direction, les services nationaux, les partenaires institutionnels de l'INAO et les organisations professionnelles, les collectivités locales
- Nombreux déplacements
- Durée prévue sur le poste : 5 ans (prolongation d'un an possible)</td></tr>
</table>

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Concepts de SIQO ; Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires ; Economie des filières agricoles et agroalimentaires ; Environnement institutionnel et professionnel ; Organisation et dynamique des filières et groupements ; Maîtrise des outils bureautiques	Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ; Pilotage de projets ; Capacités d'encadrement et d'animation, relationnelles, d'organisation et de représentation, d'analyse et de synthèse ; Conduite de réunion
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : directrice par intérim Madame carole LY Tel. 01.73.30.38.09 - Courriel : c.ly@inao.gouv.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CHARGE DE MISSION

(H/F)

R21100

Localisation : Direction régionale Bourgogne-Franche-Comté – site de Dijon

Statut : Fonctionnaire – cat A

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Conduire la mission d'audit de la délégation d'instruction et de contrôles des dossiers d'aide agricoles (second pilier de la PAC) au conseil régional

Coordonner avec le conseil régional, les travaux visant à mettre en place la nouvelle programmation et le phasage séquençage des déploiements des dispositifs

Piloter l'accompagnement des équipes en interne et externe pour mener à bien cette mission

Mettre en œuvre les actions liées au pilotage et au reporting des activités de la DR : analyse de l'évolution de l'activité, prévisionnel des besoins en effectifs. Son action se fait en lien avec les chefs des services métiers et sous l'autorité du Directeur régional.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction Régionale Bourgogne-Franche-Comté est composée de deux sites : Dijon, siège de la DR, et Besançon. Elle compte plus de 60 agents titulaires auxquels s'ajoutent en cours d'année des CDD. Les équipes sont réparties en 3 services métiers et 1 service général.

Le poste est ouvert dans le cadre d'un redéploiement d'activités. Il comporte 2 volets, tous 2 inscrits dans la conduite de projet : le premier sur les modalités de mise en œuvre de la nouvelle PAC ; le deuxième sur le contrôle de gestion .

MISSIONS

Missions liées à la mise en œuvre du PSN (Plan stratégique national) à l'échelon régional

- piloter les opérations de mise en œuvre de la nouvelle programmation pour ce qui relève des attributions de l'organisme payeur
- développer des relations partenariales avec l'Autorité de Gestion régionale (Conseil régional) pour la réussite de la mise en œuvre des opérations
- Participer au niveau national à des groupes thématiques, en vue d'opérations d'animation et d'élaboration de livrables ou de travaux d 'expertise
- Conduire les opérations d'audit auprès du Conseil régional au lancement et out au long de la programmation
- Animer et suivre les travaux des agents participant à la mise en œuvre de la programmation

Missions liées au contrôle de gestion :

- Mise en œuvre et suivi d'outils de pilotage pour les différents services

- Elaboration de requêtes en vue d'assurer des opérations de valorisation de données – travaux à conduite avec le correspondant informatique

En fonction des enjeux qui mobilisent la DR, la nature des projets peut être appelée à évoluer dans le temps,

Conditions particulières d'exercice :

Il comporte des déplacements entre les deux sites de la DR, ainsi que des réunions en externe, au siège ou en région BFC. **La personne recrutée sera sous l'autorité hiérarchique du Directeur régional.**



CHAMP RELATIONNEL

→ **En interne :** Directeur régional, Directeur régional adjoint, Chef du service Agriculture et Développement Rural, autres Chefs de services et adjoints, informaticien

→ **En externe** : directions du siège en charge des dispositifs concernés, Conseil Régional, Préfectures, DRAAF, service déconcentrés.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ connaissance des outils bureautique et de traitement de la donnée,

→ connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

→ capacité à s'approprier des logiciels de gestion spécifique aux sujets traités ainsi que les restitutions d'applicatifs,

→ expérience dans la mise en œuvre du RDR 3 (règlement de développement rural),

→ connaissance des procédures d'audit,

→ connaissance des outils bureautique et de traitement de la donnée,

→ Capacité à faire une analyse statistique.



SAVOIR-FAIRE

→ Aptitudes relationnelles : capacité à travailler en équipe, en réseau, à mobiliser en transversal,

→ Capacité à analyser et diagnostiquer, à formuler des avis, des propositions,

→ Capacité d'anticipation, réactivité, polyvalence,

→ Rigueur et méthode dans l'exécution des tâches,

→ Sens de la qualité de service,

→ Savoir rendre compte et alerter,

→ Capacité à représenter la structure en externe



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Olivier JAYLET– Directeur régional – 07 60 71 58 02 olivier.jaylet@asp-public.fr

- Cyril GAUDOT – Directeur régional adjoint – 03 81 54 38 08 - cyril.gaudot@asp-public.fr

- Bertrand HEBRARD – Chef du service agriculture et développement rural - 03 80 72 61 81 – bertrand.hebrard@asp-public.fr

- Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation - 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Agence de services et de paiement

Direction régionale NORMANDIE – site de Caen
8 -10, rue Bailey – CS 25273
14052 Caen cedex 4

Chef de service (H/F)
Service agriculture, développement rural et pêche

N° du poste : R27030 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'emploi. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales dans les domaines économique, de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'agriculture, de la pêche et de la forêt. L'ASP est également le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Le siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales ou inter régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Normandie couvre les 5 départements de la région. Elle est composée de 65 agents permanents répartis sur les deux sites (Caen et Rouen). Elle est organisée en 5 services : le service des contrôles, le service agriculture développement rural et pêche, le service formation professionnelle, emploi et aides économiques, le service industrie du futur et le service administratif et financier. Constitué d'une équipe de 8 agents, le service agriculture, développement rural et pêche (SADRP) est basé à Caen. Ce service assure le suivi des programmations européennes du FEADER (fonds européen agricole pour le développement rural), du FEAMP (fonds européens pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture) ainsi que des aides nationales dans les domaines agricole et forestier. Il met en œuvre les contrôles administratifs et l'ordonnancement des aides en vue de leur paiement par l'agence comptable.
Objectif du poste	Placé(e) sous l'autorité de la direction, le ou la chef(fe) de service devra assurer la fin de gestion des programmations actuelles FEADER, FEAMP et des aides nationales. Dans le même temps, il ou elle devra assurer, en lien avec le Conseil régional (autorité de gestion sur le HSIGC) la bonne mise en œuvre de la prochaine programmation FEADER qui débute au 1er janvier 2023 au titre de la politique agricole commune (PAC).Cet objectif constitue une priorité du service et de la direction.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le ou la chef(fe) de service aura pour missions d'encadrer, d'animer et d'accompagner l'équipe du service agriculture, développement rural et pêche sur les missions suivantes : 1. le suivi et la gestion des programmations FEADER (actuelle et futur), du FEAMP et des aides nationales - le suivi et la gestion des conventions (de délégation de gestion, financières)

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- l'ordonnancement, le recouvrement et la sécurisation des paiements
- les contrôles administratifs
- l'assistance outil OSIRIS, instrumentation
- le suivi des audits internes et externes.

2. dans le cadre de la future programmation FEADER, en particulier
- la bonne mise en œuvre de l'audit initial du descriptif détaillé des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC)
- les audits annuels et thématiques qui seront menés par le SADRP
- la participation aux instances et groupes de travail internes et externes

3. le déploiement du contrôle interne au sein du service (mise à jour des organigrammes fonctionnels, supervision, cartographie des risques, plan d'action)

Le ou la titulaire de poste participera au comité de direction (CODIR) et représentera l'établissement à l'extérieur en particulier auprès du Conseil régional (autorité de gestion) et le cas échéant auprès des services déconcentrés de l'Etat (DRAAF, DDT-M, DREAL et DIRM).
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">
- En interne : les autres services de la direction régionale, les directions du siège de l'ASP (en particulier la DDRP), les autres directions régionales ASP

- En externe : les services centraux (MASA) et déconcentrés de l'Etat (DRAAF, DDT-M, DREAL et DIRM), le Conseil régional, les organisations professionnelles agricoles, corps d'audit.
</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>
- Connaissance de l'environnement professionnel (services de l'Etat, collectivités territoriales, ASP …)
- Connaissance des réglementations relatives aux aides agricoles (UE, Etat, Région)
- Maîtrise des outils bureautiques,
</td><td>
- Aptitude au management d'équipe,
- Capacité à organiser les équipes et à décider,
- Savoir rendre compte,
- Capacité à déléguer,
- Bonne capacité d'adaptation
- Autonomie,
- Capacité d'initiative, d'anticipation et de vision prospective
- Rigueur, pragmatisme
- Qualités relationnelles, diplomatie
</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">
Marie HENNEBELLE, Directrice régionale – Direction régionale Normandie
Téléphone : 02 31 06 24 00
Courriel : marie.hennebelle@asp-public.fr

Véronique GAND, Secrétaire de Direction – Direction régionale Normandie
Téléphone : 02 31 06 83 93
Courriel : veronique.gand@asp-public.fr

Céline GADY-FEYSSAT, DRH - Conseillère recrutement, mobilité et formation
Téléphone : 05 55 12 00 56
Courriel : mobilite@asp-public.fr
</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Correspondant informatique régional H/F
Poste : R27046

Localisation : Direction régionale Normandie – Site de Rouen

Statut : Fonctionnaire (Catégorie B)

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : Sans objet

Niveau d'études : Bac+2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

- Etre le garant du bon fonctionnement des systèmes d'information locaux et de la sécurité des équipements.
- Assister les utilisateurs de la direction régionale, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques et l'élaboration des restitutions
- - Assurer la gestion du parc informatique du site de Rouen.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie composée de 2 sites, Caen et Rouen et d'environ 80 agents titulaires et contractuels.

Le poste basé à Rouen est placé sous la responsabilité de la Direction régionale Normandie.

MISSIONS

<u>Correspondant sécurité des systèmes d'information</u>

- Mise à jour de la documentation en conformité avec la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) de l'établissement et sensibiliser les agents aux règles SI.

- Réalise, la revue des accès aux applications informatiques suivant la périodicité définie par les directions du Siège de l'ASP

- En cas d'incident de sécurité, prend les mesures nécessaires conformément aux procédures définies.

- Rend compte régulièrement de ces sujets au Référent Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) et à la Direction régionale.

- Participe aux réunions organisées par le Siège (DNSI)

Valorisation de données

- - S'approprier et maîtriser les univers des bases de données.
- Contribuer au développement de requêtes nationales et locales.
- Elaborer des requêtes pour répondre aux besoins spécifiques des partenaires locaux

Support / dépannages / maintenance-

- Planifier, préparer, installer et configurer des matériels (informatique, téléphonie, visio), systèmes, réseaux et applications.
- Répondre aux demandes d'assistance (sur site ou à distance).



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : l'ensemble des agents de la Direction régionale Normandie,
- → En externe : Les directions du Siège de l'ASP et en particulier la Direction Nationale des Systèmes d'Information (DNSI)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Connaissance de l'architecture SI métier et fonctionnelle
- → Connaissances des règles liées à la protection des données.
- → Gestion d'un parc informatique (matériel, logiciel, composant systèmes…)
- → Maîtrise des outils informatiques et notamment les outils de valorisation des données.
- → Stratégie et Politique Sécurité de l'établissement (PSSI)
- → Maîtriser les techniques d'installation et de maintenance des applications



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité d'analyse et de synthèse
- → Organisation, rigueur, méthode, planification et suivi, réactivité
- → Aptitudes relationnelles
- → Force de propositions.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Mme Marie HENNEBELLE , Directrice régionale Normandie Tél : 02 31 06 24 00 - marie.hennebelle@asp-public.fr

Mme Véronique GAND, Secrétaire de Direction - Tél 02 31 06 83 93 veronique.gand@asp-public.fr

Mme Céline GADY-FEYSSAT- DRH/SEEC, Conseillère recrutement, mobilité et formation - Tél 05 55 12 00 56 mobilité@asp-public.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes
45 quai Charles de Gaulle 69064 Lyon cedex 06

Chef du secteur des contrôles administratifs des aides agricoles,

Service Agriculture et Développement Rural

Site de Clermont-Ferrand

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : R70051

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 2</td><td>Groupe RIFSEEP : 3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d’être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l’environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l’Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d’une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction Régionale est bi-site (Lyon et Clermont-Ferrand) avec près de 160 agents et comprend 4 services dont le Service Agriculture et Développement Rural.

Le SADR organise le paiement et le contrôle des aides agricoles de soutien au développement rural mises en œuvre au travers des programmes de développement rural (PDR) et du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Le service se compose de 3 secteurs bi-sites : ordonnancement et instrumentation, contrôles administratifs, contrôles sur place.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Sous l’autorité du chef de service, le(la) chef(fe) du secteur des contrôles administratifs des aides agricoles encadre, anime et coordonne les activités de l’équipe des contrôles qui regroupent notamment :

Pour la programmation européenne agricole actuelle (Règlement de Développement Rural, soutien au développement rural par le FEADER) jusqu’en 2026 :

les contrôles de conformité (sélection et choix des dossiers par analyse du risque, réalisation et suivi des contrôles, gestion des prédébiteurs) effectués pour contrôler l’instruction des aides agricoles déléguée à l’autorité de gestion régionale (contrôles en augmentation significative du fait de l’augmentation du volume des paiements).

le suivi des contrôles externes (audits de la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds européens agricoles (CCCOP) et audits relatifs à la déclaration d’assurance</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">pour la fiabilité des comptes de l'UE et la régularité des opérations effectués par la Cour des Comptes européenne).

Pour la prochaine programmation européenne agricole (Plan Stratégique National soutien au développement rural par le FEADER) à partir de 2023 :

les contrôles de délégation à l'autorité de gestion régionale (en cours de définition) : audits thématiques sur les procédures, les zones de risque et la performance sur le fondement des plans de contrôles annuels et de bilans de supervisions (1er niveau) et de contrôles approfondis (2nd niveau) mis en place par la Région ainsi qu'un contrôle de dossiers en appui de la démarche d'audit.

le suivi des contrôles externes (audits de la CCCOP et de la Cour des Comptes européenne).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le (la) titulaire du poste :

encadre l'équipe de 7 contrôleurs (organisation, harmonisation, animation, formation et supervision en fonction des priorités et échéances, élaboration de tableaux de bord et de bilans de contrôles

participe à la démarche d'amélioration du secteur en apportant son expertise et son analyse ainsi qu'à la gestion du contrôle interne du service ;
accompagne le changement technique et organisationnel, notamment dans le cadre de l'évolution des contrôles dans la prochaine programmation européenne agricole.

coordonne les relations du secteur avec les partenaires internes et externes afin de renforcer la collaboration et de fiabiliser les procédures d'aides.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Partenaires internes (autres secteurs, notamment le secteur des contrôles sur place, autres services, Direction du développement rural et de la pêche au siège de l'ASP) et externes (Région, services déconcentrés de l'Etat, Corps de contrôles, Agences de l'eau).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement institutionnel (services de l'Etat, collectivités territoriales, ASP …).

Connaissance des réglementations relatives aux aides gérées (UE, Etat, Région).
Bonne connaissance du milieu agricole.

Expérience du management d'équipe, du pilotage et du reporting.

Sens des responsabilités.
Rigueur et méthode.

Capacité d'adaptation à un environnement en évolution.</td><td>Sens du travail en équipe et du partage d'objectifs.

Capacité d'organisation et de pilotage.
Aptitude au management d'équipe.

Objectivité - capacité d'analyse et de synthèse.

Aptitude à la communication orale et écrite.

Capacité d'adaptation aux outils-métier.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Denis CHEMINAT denis.cheminat@asp-public.fr Tél : 04 73 28 79 10
Bernard MARIN bernard.marin@asp-public.fr Tél : 04 73 28 79 49
Dédé AGBOBLI mobilite@asp-public.fr Tél : 06 59 58 30 44</td></tr>
</table>